



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Voir dans le document/

See herein

NA

Québec

NA

**INVITATION TO TENDER**

**APPEL D'OFFRES**

**Tender To: Public Works and Government Services  
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

TPSGC-PWGSC

601-1550, Avenue d'Estimauville

Québec

Québec

G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> Démantèlement épave DR Rogers	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EE517-222145/A	<b>Date</b> 2022-03-10
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> R.109077.001	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$QCM-040-18305
<b>File No. - N° de dossier</b> QCM-1-44168 (040)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Daylight Saving Time EDT <b>on - le 2022-03-24</b> Heure Avancée de l'Est HAE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Roy-Lippé, Maude	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcm040
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418) 906-6865 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA ESC 1 - MPO / TRANSPORT CST 1 - DFO / TC 1550 avenue Estimauville QUEBEC Québec G1J0C7 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> .	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **INVITATION À SOUMISSIONNER**

**RETRAIT ET DÉMANTÈLEMENT DE LA BARGE D.R. RODGERS  
ET RETRAIT DU REMORQUEUR WABIS II  
Rivière des Outaouais**

### **AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES**

**Avis aux soumissionnaires : Il n'y aura pas d'ouverture publique aux fins de la présente demande de soumissions. Voir l'IP07 pour de plus amples instructions.**

- IP03 Visite optionnelle des lieux a été modifiée
- IP11 Exigence de vaccination contre la COVID-19 et attestation a été ajoutée
- CS03 Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place a été ajoutée
- APPENDICE 4 – Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

## TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUSMISSIONNAIRES (IP).....	3
IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION .....	3
IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES .....	3
IP03 VISITE OPTIONNELLE DES LIEUX.....	3
IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS .....	3
IP05 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION .....	4
IP06 LIVRAISON DES SOUMISSIONS .....	4
IP08 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES .....	6
IP09 FONDS INSUFFISANTS.....	6
IP10 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS .....	7
IP11 DROITS DU CANADA .....	7
IP12 EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19 ET ATTESTATION .....	7
IP14 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION .....	8
IP14 SITES WEB.....	8
R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION(IG) (2021-04-01).....	9
DOCUMENTS DU CONTRAT (DC).....	10
CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS).....	11
CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE.....	11
CS02 RESPECT DES MESURES, DES ORDRES PERMANENTS, DES POLITIQUES ET DES RÈGLES SUR PLACE 11	
CS03 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE .....	11
FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA).....	13
SA01 IDENTIFICATION DU PROJET .....	13
SA02 NOM LÉGAL ET ADRESSE DU SOUSMISSIONNAIRE .....	13
SA03 OFFRE .....	13
SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS .....	13
SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT.....	13
SA06 DURÉE DES TRAVAUX .....	13
SA07 GARANTIE DE SOUMISSION.....	13
APPENDICE 1 - ATTESTATION D'ASSURANCE .....	15
APPENDICE 2 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ .....	17
APPENDICE 3 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS .....	18
APPENDICE 4- ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19 .....	20
APPENDICE 5 - ATTESTATION - PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES (Requise lors du dépôt de la proposition) .....	22
ANNEXE A - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple).....	23
ANNEXE B – BORDEREAU DES PRIX FORFAITAIRES.....	24

## INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

### IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1. Les documents suivants constituent les documents de soumission:
  - a. Appel d'offres - Page 1;
  - b. Instructions particulières aux soumissionnaires
  - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2021-04-01)
  - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
  - e. Dessins et devis;
  - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
  - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

### IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1 à l'adresse courriel [maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca). À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins 5 jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'autorité contractante examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

### IP03 VISITE OPTIONNELLE DES LIEUX

1. Il y aura une visite des lieux virtuelle le 15 mars 2022 à 10h. Les soumissionnaires intéressés devront transmettre un courriel à [maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca) avant le 14 mars 2022, 15h afin d'obtenir le lien Teams pour la visite des lieux virtuelle.

### IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par Connexion postel ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le **418 566-6168**.

## IP05 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

R2710T – Instructions générales – Services de construction – Les modifications suivantes sont apportées aux Exigences relatives à la garantie de soumission :

Supprimer l'IG08.2 et remplacer par ce qui suit :

2. Le cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504) doit être présenté dans un formulaire approuvé, dûment rempli et portant des signatures valides et exécutoires ainsi que le sceau d'une compagnie de cautionnement approuvée dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée à l'Appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor.

2.1 Un cautionnement de soumission peut être soumis dans un format électronique (Cautionnement Électronique) s'il répond aux critères suivants :

- a. La version soumise par le soumissionnaire doit être un fichier électronique crypté d'un certificat numérique intégré vérifiable par le Canada en ce qui a trait à la totalité et l'intégralité du formulaire de cautionnement, y compris le contenu, toutes les signatures numériques et tous les sceaux numériques, auprès de la compagnie de cautionnement ou d'un fournisseur de services de vérification approuvé de la compagnie de cautionnement.
- b. La version soumise doit être consultable, imprimable et stockable dans des formats de fichiers électroniques standards compatibles avec les systèmes du Canada et doit être présentée dans un seul fichier, le format autorisé étant le format PDF.
- c. La vérification peut être effectuée par le Canada immédiatement ou à tout moment pendant la durée du cautionnement, et ce, à la discrétion du Canada.
- d. Les résultats de la vérification doivent fournir une indication claire, immédiate et imprimable de réussite ou d'échec relativement à l'article 2.1.a.
- e. Il n'est pas acceptable de présenter des copies (**non originales, non vérifiables ou copie numérisée**) d'un cautionnement de soumission portant une signature et un sceau. Si un cautionnement original ou vérifiable n'est pas présenté, la soumission sera jugée non conforme. Les soumissions non conformes seront rejetées. Une copie numérisée d'une caution ne constitue pas un cautionnement électronique.

2.2 Les cautionnements qui échouent au processus de vérification ne seront PAS considérés comme valides.

2.3 Les cautionnements qui réussissent au processus de vérification seront considérés comme originaux et authentiques.

## IP06 LIVRAISON DES SOUMISSIONS

L'IG09 de R2710T est modifié comme-suit :

Ajouter le sous-alinéa 5 – Présentation des soumissions en format électronique à l'aide du service Connexion postal

- a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises à l'aide du service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes.
- b. L'unique adresse courriel servant à répondre à la demande de soumissions au moyen du service Connexion postal est la suivante :

Région du Québec : [TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Remarque :** Les soumissions envoyées directement à l'adresse courriel susmentionnée seront jugées non conformes et seront rejetées. Cette adresse doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal comme il est indiqué à la clause c., ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

- c. Pour livrer une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit :
- i. Envoyer directement sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC, à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal fournie par la Société canadienne des postes; ou
  - ii. Envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Module de réception des soumissions désigné de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.
- d. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant le service Connexion postal au Module de réception des soumissions désigné dans la demande de soumissions, un agent du Module de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une alerte par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder et à répondre au message dans la conversation. Le soumissionnaire sera alors en mesure de transmettre sa soumission à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- e. Si le soumissionnaire utilise sa propre licence pour envoyer sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte pendant au moins trente (30) jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- f. Le numéro de la demande de soumissions doit être indiqué dans le champ réservé aux messages de Connexion postal lors de toutes les transmissions électroniques.
- g. Il est important de noter qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser l'adresse du Module de réception des soumissions indiquée dans la demande de soumissions pour s'inscrire au service Connexion postal.
- h. Dans le cas des soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal, le Canada ne pourra être tenu responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
- i. Réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
  - ii. Indisponibilité ou mauvais état du service Connexion postal;
  - iii. Incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et le matériel utilisé pour la réception;
  - iv. Retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
  - v. Mauvaise identification de la soumission par le soumissionnaire;
  - vi. Illisibilité de la soumission;
  - vii. Sécurité des données contenues dans la soumission;
  - viii. Incapacité de créer une conversation électronique à l'aide du service Connexion postal.
- i. Le Module de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de la soumission au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été initiée par le fournisseur à l'aide de sa propre licence ou par le Module de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de la soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- j. Les soumissionnaires doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel du Module de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou qu'ils communiquent avec le

Module de réception des soumissions, et ne doivent pas supposer que l'adresse courriel est exacte s'ils font un copier-coller dans le système Connexion postel.

- k. Une soumission transmise par le service Connexion postel constitue la soumission officielle du soumissionnaire.

## **IP07 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

### **Marché réservé conditionnel**

Cette demande de propositions donnera lieu à un marché réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement du Canada si deux propositions ou plus ont été reçues d'entreprises ayant fourni une attestation valide de la SAEA et qui sont répertoriées en tant qu'entreprises autochtones dans le Répertoire des entreprises autochtones ([http://www.ic.gc.ca/eic/site/ccc\\_bt-rec\\_ec.nsf/fra/h\\_00011.html](http://www.ic.gc.ca/eic/site/ccc_bt-rec_ec.nsf/fra/h_00011.html)). Une entreprise qui ne figure pas déjà dans le Répertoire des entreprises autochtones peut être inscrite si elle répond aux critères de la SAEA en utilisant le lien fourni ci-dessus. Si les propositions de deux ou plusieurs entreprises autochtones respectent les termes de la demande de proposition, l'autorité contractante limitera la concurrence à ces entreprises autochtones et ne tiendra pas compte des propositions des entreprises non autochtones qui ont pu être soumises. Si les propositions des entreprises autochtones sont jugées non recevables ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux propositions recevables avec une attestation valide de la SAEA, toutes les propositions reçues seront évaluées.

### **Procédure d'évaluation**

L'équipe d'évaluation déterminera d'abord si deux propositions ou plus avec une attestation valide de la SAEA ont été reçues. Dans ce cas, le processus d'évaluation se limitera aux propositions déposées avec l'attestation. Dans le cas contraire, toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si certaines propositions déposées avec une attestation valide sont jugées non recevables ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables avec une attestation valide, toutes les offres reçues seront évaluées.

### **Attestation requise avec la proposition**

L'attestation de l'Appendice 5 - PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES est requise lors du dépôt de la proposition.

## **IP08 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

1. Il n'y aura pas de dépouillement public des soumissions pour cette invitation.
2. L'entrepreneur ayant fourni la soumission recevable la plus basse sera recommandée pour l'octroi du contrat.
3. Après la date et l'heure de clôture pour la réception des soumissions, les résultats de la demande de soumissions peuvent être obtenus en communiquant avec l'autorité contractante par courriel à [maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

## **IP09 FONDS INSUFFISANTS**

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse.

## **IP10 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
  - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

## **IP11 DROITS DU CANADA**

1. Le Canada se réserve le droit :
  - a. de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;
  - b. de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;
  - c. d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
  - d. d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
  - e. d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
  - f. si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et
  - g. de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix

## **IP12 EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19 ET ATTESTATION**

Cette exigence est assujettie à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Tous les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission, l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette demande de soumissions (Appendice 4).

Cette attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat. Le fait de négliger de compléter et de fournir l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

## **IP13 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS**

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :



- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
- Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

#### **IP14 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION**

À l'attribution du contrat, **1 copie électronique** des dessins signés et scellés, du devis et des modifications sera fournie à l'entrepreneur retenu.

#### **IP14 SITES WEB**

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues  
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appL>

Achats et ventes  
<https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes  
<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)  
[http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505\\_fra.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf)

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)  
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Programme de sécurité des contrats  
<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Accord Commerciaux  
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

**R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION(IG) (2021-04-01)**

Les articles suivants sont reproduits sur le site Web <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2710T/23>

- IG01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
- IG02 La soumission
- IG03 Identité ou capacité civile du soumissionnaire
- IG04 Taxes applicables
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
- IG07 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG08 Exigences relatives à la garantie de soumission
- IG09 Livraison des soumissions
- IG10 Révision des soumissions
- IG11 Rejet de la soumission
- IG12 Coûts relatifs aux soumissions
- IG13 Numéro d'entreprise – approvisionnement
- IG14 Respect des lois applicables
- IG15 Approbation des matériaux de remplacement
- IG16 Évaluation du rendement
- IG17 Conflit d'intérêts / Avantage indus.
- IG18 Code de conduite pour l'approvisionnement-soumission

## DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
  - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
  - c. Dessins et devis;
  - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-11-28);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2019-11-28);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2019-11-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2019-05-30);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2018-06-21);
CG8	Règlement des différends	R2880D	(2019-11-28);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2018-06-21);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);
  - e. Conditions supplémentaires
  - f. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - g. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
  - h. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

## CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

### CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE

#### 1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

#### 2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

#### 3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

#### 4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

#### 5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

### CS02 RESPECT DES MESURES, DES ORDRES PERMANENTS, DES POLITIQUES ET DES RÈGLES SUR PLACE

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué.

### CS03 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

Supprimer la CG9.2.2 et remplacer par ce qui suit :

Le cautionnement d'exécution (formulaire [PWGSC-TPSGC 505](#)) et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire [TPSGC-PWGSC 506](#)) mentionnés au sous-alinéa 1a) de la CG9.2 doivent être présentés dans un formulaire et provenir d'une compagnie de cautionnement reconnue par le Canada (voir l'Appendice L, *Compagnies de cautionnement reconnues*, du Conseil du Trésor). Les cautionnements peuvent être présentés en format papier portant une signature et un sceau, OU en format électronique/numérique.

Les versions électroniques/numériques doivent être conformes aux exigences suivantes :

1. Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux peuvent être soumis dans un format électronique ou numérique s'ils répondent aux critères suivants :
  - 1.1 Les versions soumises par l'entrepreneur doivent être vérifiables par le Canada en ce qui a trait à la totalité et l'intégralité du formulaire de cautionnement, y compris le contenu, toutes les signatures numériques et tous les sceaux numériques, auprès de la compagnie de cautionnement ou d'un fournisseur de services de vérification approuvé de la compagnie de cautionnement.
  - 1.2 Les versions soumises doivent être consultables, imprimables et stockables dans des formats de fichiers électroniques standards compatibles avec les systèmes du Canada et doivent être présentées dans un seul fichier, le format autorisé étant le format PDF
  - 1.3 La vérification peut être effectuée par le Canada immédiatement ou à tout moment pendant la durée du cautionnement, à la discrétion du Canada, et ne doit pas nécessiter de mots de passe ni de frais.
  - 1.4 Les résultats de la vérification doivent fournir une indication claire, immédiate et imprimable de réussite ou d'échec relativement à l'article 1.1.
2. Les cautionnements qui échouent au processus de vérification ne seront PAS considérés comme valides.

## FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

### SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

RETRAIT ET DÉMANTÈLEMENT DE LA BARGE D.R. RODGERS ET RETRAIT DU REMORQUEUR WABIS II  
Rivière des Outaouais

### SA02 NOM LÉGAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Raison sociale: \_\_\_\_\_

Nom commercial (si applicable) : \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopieur: \_\_\_\_\_ NEA : \_\_\_\_\_

Adresse courriel : \_\_\_\_\_

Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité industrielle : \_\_\_\_\_  
(si requis)

### SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant total de la soumission de

\_\_\_\_\_ \$ excluant les taxe(s) applicables.  
(exprimé en chiffres)

- (a) Le Canada se réserve le droit de demander aux soumissionnaires une ventilation du montant forfaitaire, selon les articles se trouvant à l'**Annexe B**, avant l'octroi du contrat.
- (b) Le soumissionnaire devra, dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre l'Annexe B dûment remplie. Le non-respect de cette exigence pourrait donner lieu au rejet de la soumission.

### SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de 60 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

### SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire sera formé entre le Canada et le soumissionnaire. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la section Documents du contrat.

### SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et compléter les travaux dans les 14 semaines à partir de l'avis de l'acceptation de l'offre.

### SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T -Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EE517-222145/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur  
QCM040

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EE517-222145

File No. - N° du dossier  
QCM-1-44168

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
R.109077.001

---

## SA08 SIGNATURE

---

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

---

Signature

---

Date

**APPENDICE 1 - ATTESTATION D'ASSURANCE**

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)

**ATTESTATION D'ASSURANCE**Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
CanadaPublic Works and  
Government Services  
Canada**Page 1 de 2**

Description et emplacement des travaux  <b>RETRAIT ET DÉMANTÈLEMENT DE LA BARGE D.R. RODGERS ET RETRAIT DU REMORQUEUR WABIS II</b> <b>Rivière des Outaouais</b>	N° de contrat. EE517-222145/A N° de projet R.109077.001
--	--

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
---	-------------------	-------	----------	------

Nom de l'assuré (Entrepreneur) Postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
--	-------------------	-------	----------	------

Assuré additionnel <b>Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux</b>
--

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
<b>Responsabilité civile des entreprises</b>				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
<b>Responsabilité complémentaire/excédentaire.</b>				\$	\$	\$
<b>Assurance des chantiers / Risques d'installation</b>				\$		

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A



## ATTESTATION D'ASSURANCE Page 2 de 2

### Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

La police d'assurance doit comprendre un avenant prévoyant un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

### Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

Assurance des chantiers / Risques d'installation

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.

Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.

Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyber et le terrorisme.

La police doit avoir un plafond qui n'est pas inférieur à la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.

Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à sa Majesté ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance » (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2>).



### APPENDICE 3 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS (page 1 de 2)

#### INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca). Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti \* autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

*\* Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

## Attestation volontaire

(A être volontairement retourner avec la soumission)  
(page 2 de 2)

*Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».*

Nom :	
Signature :	
Nom de la compagnie :	
Dénomination sociale :	
Numéro de l'invitation à soumissionner :	
Nombre d'employés de l'entreprise :	
Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat :	

Métiers spécialisés de ces apprentis :


#### APPENDICE 4- ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Je, \_\_\_\_\_ (prénom et nom de famille), en tant que représentant de  
\_\_\_\_\_ (nom de l'entreprise), dans le cadre de la demande de soumissions numéro  
\_\_\_\_\_ (insérer le numéro de la demande de soumissions), garantis et atteste que  
tous les membres du personnel que \_\_\_\_\_ (nom de l'entreprise) fournira dans le  
cadre du présent contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec  
les fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés contre la COVID-19;
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci;  
ou
- (c) partiellement vaccinés contre la COVID-19 pour une période allant jusqu'à 10 semaines à partir de la date où ils ont reçu la première dose et qui font l'objet de mesures temporaires qui ont été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par le gouvernement du Canada, période après laquelle le personnel des fournisseurs satisfera aux conditions (a) ou (b) ou alors ne pourra plus avoir accès aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires dans le cadre de ce contrat;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par \_\_\_\_\_ (nom de l'entreprise) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que \_\_\_\_\_ (nom de l'entreprise) a attesté qu'elle s'est conformée à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

#### Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous ne remplace pas l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : \_\_\_\_\_

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EE517-222145/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur  
QCM040

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EE517-222145

File No. - N° du dossier  
QCM-1-44168

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
R.109077.001

---

qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

## APPENDICE 5 - ATTESTATION - PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES (*REQUISE LORS DU DÉPÔT DE LA PROPOSITION*)

### 1. Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

Cet achat est conditionnellement réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement du Canada. Si l'attestation ci-dessous n'est pas fournie par le soumissionnaire, la proposition sera évaluée comme provenant d'une entreprise non autochtone. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, veuillez consulter [l'Annexe 9.4](#) du Guide des approvisionnements.

#### a) Le soumissionnaire :

- i. atteste qu'il satisfait et continuera de satisfaire pendant toute la durée du contrat subséquent, les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée;
- ii. convient que tout sous-traitant dont les services sont retenus aux fins du contrat respecte les critères décrits à l'annexe ci-haut mentionnée; et
- iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, des renseignements propres à prouver la conformité du sous-traitant avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.

#### b) Le soumissionnaire doit cocher la case applicable ci-dessous :

- ☐ Le soumissionnaire est une entreprise autochtone qui appartient à un propriétaire unique, à une bande, à une société à responsabilité limitée, à une coopérative, à une société de personnes ou à une organisation sans but lucratif.

**OU**

- ☐ Le soumissionnaire est une coentreprise formée de deux ou plusieurs entreprises autochtones, ou d'une entreprise autochtone et d'une entreprise non autochtone.

#### c) Le soumissionnaire doit cocher la case applicable ci-dessous :

- ☐ L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.

**OU**

- ☐ L'entreprise autochtone compte six employés à temps plein ou plus.

#### d) À la demande du Canada, le soumissionnaire convient de fournir immédiatement au Canada les pièces que le Canada pourrait lui demander de produire à l'occasion pour étayer la présente attestation. Ces preuves doivent être accessibles pour vérification pendant les heures normales de travail par un représentant du Canada, qui pourra en faire des copies et en prendre des extraits. L'entreprise susmentionnée convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter les vérifications et de fournir l'information demandée par le Canada en ce qui a trait à l'attestation.

#### e) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Date : \_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_

Nom et Titre (*Représentant dûment autorisé de l'entreprise*) : \_\_\_\_\_

Pour: (*Nom de l'entreprise*) : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

## ANNEXE A - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (EXEMPLE)

*(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)*

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé



Solicitation No. - N° de l'invitation  
EE517-222145/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur  
QCM040

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EE517-222145

File No. - N° du dossier  
QCM-1-44168

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
R.109077.001

---

## **ANNEXE B – BORDEREAU DES PRIX FORFAITAIRES**

## INVITATION TO TENDER

REFLOATING, REMOVAL AND DISMANTLING OF THE DR. RODGERS BARGE WRECK AND REMOVAL OF  
THE WABIS II TUGBOAT  
OTTAWA RIVER

### IMPORTANT NOTICE TO BIDDERS

**Note to Bidders, there will no Public Opening for the purposes of this solicitation. See SI07 for further Instructions.**

SI03 Optional Site Visit has changed

SI11 COVID-19 Vaccination Requirement and Certification has been added

SC04 Compliance with on-site measures, standing orders, policies, and rules has been added

APPENDIX 4 - COVID-19 Vaccination Requirement Certification has been added

## TABLE OF CONTENTS

SI01	BID DOCUMENTS .....	3
SI02	ENQUIRIES DURING THE SOLICITATION PERIOD .....	3
SI03	OPTIONAL SITE VISIT .....	3
SI04	REVISION OF BID .....	3
SI06	SUBMISSION OF BID .....	3
SI07	BID RESULTS .....	5
SI08	INSUFFICIENT FUNDING .....	5
SI09	BID VALIDITY PERIOD .....	5
SI10	RIGHTS OF CANADA .....	5
SI11	COVID-19 VACCINATION REQUIREMENT AND CERTIFICATION .....	6
SI13	CONSTRUCTION DOCUMENTS .....	6
SI13	WEB SITES .....	6
<b>R2710T</b>	<b>GENERAL INSTRUCTIONS - CONSTRUCTION SERVICES - BID SECURITY REQUIREMENTS (GI) (2021-04-01) .....</b>	<b>8</b>
	<b>CONTRACT DOCUMENTS (CD) .....</b>	<b>9</b>
	<b>SUPPLEMENTARY CONDITIONS (SC) .....</b>	<b>10</b>
SC01	INSURANCE TERMS .....	10
SC02	COMPLIANCE WITH ON-SITE MEASURES, STANDING ORDERS, POLICIES, AND RULES .....	10
SC03	TYPES AND AMOUNTS OF CONTRACT SECURITY .....	10
<b>BID AND ACCEPTANCE FORM (BA) .....</b>		<b>12</b>
BA01	IDENTIFICATION .....	12
BA02	LEGAL NAME AND ADDRESS OF BIDDER .....	12
BA03	THE OFFER .....	12
BA04	BID VALIDITY PERIOD .....	12
BA05	ACCEPTANCE AND CONTRACT .....	12
BA06	CONSTRUCTION TIME .....	12
BA07	BID SECURITY .....	12
BA08	SIGNATURE .....	13
<b>APPENDIX 1 - CERTIFICATE OF INSURANCE .....</b>		<b>14</b>
<b>APPENDIX 2 – INTEGRITY PROVISIONS .....</b>		<b>16</b>
<b>APPENDIX 3 - VOLUNTARY CERTIFICATION TO SUPPORT THE USE OF APPRENTICES .....</b>		<b>17</b>
<b>APPENDIX 4 - COVID-19 VACCINATION REQUIREMENT CERTIFICATION .....</b>		<b>19</b>
<b>APPENDIX 5 -CERTIFICATION - SET-ASIDE PROGRAM FOR ABORIGINAL BUSINESS (Required at solicitation closing).....</b>		<b>20</b>
<b>ANNEXE B – SCHEDULE OF LUMP SUMS .....</b>		<b>22</b>

## **SPECIAL INSTRUCTIONS TO BIDDERS (SI)**

### **SI01 BID DOCUMENTS**

1. The following are the Bid Documents:

- a. Invitation to Tender - Page 1;
- b. Special Instructions to Bidders;
- c. general Instructions - Construction Services - Bid Security Requirements R2710T (2021-04-01)
- d. Clauses & Conditions identified in "Contract Documents";
- e. Drawings and Specifications;
- f. Bid and Acceptance Form and related Appendix(s); and
- g. Any amendment issued prior to solicitation closing.

Submission of a bid constitutes acknowledgement that the Bidder has read and agrees to be bound by these documents.

2. General Instructions - Construction Services - Bid Security Requirements R2710T is incorporated by reference and is set out in the Standard Acquisition Clauses and Conditions (SACC) Manual, issued by Public Works and Government Services Canada (PWGSC). The SACC Manual is available on the PWGSC Web site: <https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual/5/R>

### **SI02 ENQUIRIES DURING THE SOLICITATION PERIOD**

1. Enquiries regarding this bid must be submitted in writing to the Contracting Authority named on the Invitation to Tender - Page 1 [maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca). Except for the approval of alternative materials as described in GI15 of R2710T, enquiries should be received no later than 5 business days prior to the date set for solicitation closing to allow sufficient time to provide a response. Enquiries received after that time may result in an answer NOT being provided.
2. To ensure consistency and quality of the information provided to Bidders, PWGSC will examine the content of the enquiry and will decide whether to issue an amendment.
3. All enquiries and other communications related to this bid sent throughout the solicitation period must be directed ONLY to the Contracting Authority named in paragraph 1. above. Failure to comply with this requirement may result in the bid being declared non-compliant.

### **SI03 OPTIONAL SITE VISIT**

1. There will be a site visit on March 15, 2022 at 10AM. Interested bidders are to send an email at [maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:maude.roy-lippe@tpsgc-pwgsc.gc.ca) before March 14, 2022 3:00PM to obtain the Teams link for Virtual visiting location.

### **SI04 REVISION OF BID**

A bid may be revised by epost Connect or facsimile in accordance with GI10 of R2710T. The facsimile number for receipt of revisions is 418 566-6168

### **SI06 SUBMISSION OF BID**

R2710T GI09 Submission of bid is modified as follows

Add subparagraph 5 - Electronic Bid Submission by epost Connect service

- a. Unless specified otherwise in the bid solicitation, bids may be submitted by using the [epost Connect service](#) provided by Canada Post Corporation.

- b. The only acceptable email address to use with epost Connect for responses to bid solicitations issued by PWGSC is:

Quebec [TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Note:** Bids emailed directly to this email address will be rejected and deemed non-compliant. This email address is to be used to open an epost Connect conversation, as detailed in c., or to send proposals through an epost Connect message if the Bidder is using its own licensing agreement for epost Connect.

- c. To submit a bid using epost Connect service, the Bidder must either:
- i. send directly its bid only to the specified PWGSC Bid Receiving Unit, using its own licensing agreement for epost Connect provided by Canada Post Corporation; or
  - ii. send as early as possible, and in any case, at least six business days prior to the solicitation closing date and time, (in order to ensure a response), an email that includes the bid solicitation number to the specified PWGSC Bid Receiving Unit requesting to open an epost Connect conversation. Requests to open an epost Connect conversation received after that time may not be answered.
- d. If the Bidder sends an email requesting epost Connect service to the specified Bid Receiving Unit in the bid solicitation, an officer of the Bid Receiving Unit will then initiate an epost Connect conversation. The epost Connect conversation will create an email notification from Canada Post Corporation prompting the Bidder to access and action the message within the conversation. The Bidder will then be able to transmit its bid afterward at any time prior to the solicitation closing date and time.
- e. If the Bidder is using its own licensing agreement to send its bid, the Bidder must keep the epost Connect conversation open until at least thirty (30) business days after the solicitation closing date and time.
- f. The bid solicitation number should be identified in the epost Connect message field of all electronic transfers.
- g. It should be noted that the use of epost Connect service requires a Canadian mailing address. Should a bidder not have a Canadian mailing address, they may use the Bid Receiving Unit address specified in the solicitation in order to register for the epost Connect service.
- h. For bids transmitted by epost Connect service, Canada will not be responsible for any failure attributable to the transmission or receipt of the bid including, but not limited to, the following:
- i. receipt of a garbled, corrupted or incomplete bid;
  - ii. availability or condition of the epost Connect service;
  - iii. incompatibility between the sending and receiving equipment;
  - iv. delay in transmission or receipt of the bid;
  - v. failure of the Bidder to properly identify the bid;
  - vi. illegibility of the bid;
  - vii. security of bid data; or,
  - viii. inability to create an electronic conversation through the epost Connect service.
- i. The Bid Receiving Unit will send an acknowledgement of the receipt of bid document(s) via the epost Connect conversation, regardless of whether the conversation was initiated by the supplier using its own license or the Bid Receiving Unit. This acknowledgement will confirm only the receipt of bid document(s) and will not confirm if the attachments may be opened nor if the content is readable.
- j. Bidders must ensure that they are using the correct email address for the Bid Receiving Unit when initiating a conversation in epost Connect or communicating with the Bid Receiving Unit and should not rely on the accuracy of copying and pasting the email address into the epost Connect system.
- k. A bid transmitted by epost Connect service constitutes the formal bid of the Bidder.

## SI07 BID RESULTS

### Conditional Set-aside

This tender will be set-as Procurement Strategy for Aboriginal Business (PSAB) if two or more bids have been received from businesses that have provided a PSAB certification and that are listed as Aboriginal Businesses in *Aboriginal Business Directory* ([http://www.ic.gc.ca/eic/site/ccc\\_bt-rec\\_ec.nsf/eng/h\\_00011.html](http://www.ic.gc.ca/eic/site/ccc_bt-rec_ec.nsf/eng/h_00011.html)). A business that is not already listed in the Aboriginal Business Directory may become listed, if it meets the PSAB criteria, by using the link provided above. If bids from two or more Aboriginal Businesses are compliant with the terms of the Request for Proposal, the Contracting Authority will limit the competition to those Aboriginal businesses and will not consider bids from any non-Aboriginal Businesses that may have been submitted. If the bids from the Aboriginal Businesses are found to be non-responsive or are withdrawn, and less than two responsive bids with a valid PSAB certification remain, all bids will be evaluated.

### Evaluation Procedures

1. The evaluation team will determine first if there are two or more bids with a valid PSAB certification. In that event, the evaluation process will be limited to the bids with the certification; otherwise, all bids will be evaluated. If some of the bids with a valid certification are declared non-responsive, or are withdrawn, and less than two responsive bids with a valid certification remain, then all bids received will be evaluated.

### Certification required with the bid

Certification included in Appendix 4 - SET-ASIDE PROGRAM FOR ABORIGINAL BUSINESS is required at solicitation closing.

## SI08 INSUFFICIENT FUNDING

In the event that the lowest compliant bid exceeds the amount of funding allocated for the Work, Canada in its sole discretion may

- a. cancel the solicitation; or
- b. obtain additional funding and award the Contract to the Bidder submitting the lowest compliant bid.

## SI09 BID VALIDITY PERIOD

1. Canada reserves the right to seek an extension to the bid validity period prescribed in BA04 of the Bid and Acceptance Form. Upon notification in writing from Canada, Bidders will have the option to either accept or reject the proposed extension.
2. If the extension referred to in paragraph 1. above is accepted, in writing, by all those who submitted bids, then Canada will continue immediately with the evaluation of the bids and its approvals processes.
3. If the extension referred to in paragraph 1. above is not accepted in writing by all those who submitted bids then Canada will, at its sole discretion, either
  - a. continue to evaluate the bids of those who have accepted the proposed extension and seek the necessary approvals; or
  - b. cancel the invitation to tender.
4. The provisions expressed herein do not in any manner limit Canada's rights in law or under **GI11 of R2710T**.

## SI10 RIGHTS OF CANADA

1. Canada reserves the right to:
  - a. Reject any or all bids under the Government of Canada's solicitation;
  - b. Enter into negotiations with bidders on any or all aspects of their bids;

- c. Accept any bid in whole or in part without negotiations;
- d. Cancel the bid solicitation at any time;
- e. Reissue the bid solicitation;
- f. If no compliant bids are received and the requirement is not substantially modified, reissue the bid solicitation by inviting only the bidders who bid to resubmit bids within a period designated by Canada; and
- g. Negotiate with the sole compliant Bidder to ensure best value to Canada.

## **SI11 COVID-19 VACCINATION REQUIREMENT AND CERTIFICATION**

This requirement is subject to the COVID-19 Vaccination Policy for Supplier Personnel. All Bidders must provide with their bid, the COVID-19 Vaccination Requirement Certification attached to this bid solicitation (Appendix 5).

This Certification incorporated into the bid solicitation on its closing date is incorporated into, and forms a binding part of any resulting Contract. Failure to complete and provide the COVID-19 Vaccination Requirement Certification as part of the bid will render the bid non-responsive.

## **SI12 BID CHALLENGE AND RECOURSE MECHANISMS**

- (a) Several mechanisms are available to potential suppliers to challenge aspects of the procurement process up to and including contract award.
- (b) Canada encourages suppliers to first bring their concerns to the attention of the Contracting Authority. Canada's Buy and Sell website, under the heading "Bid Challenge and Recourse Mechanisms" contains information on potential complaint bodies such as:
  - Office of the Procurement Ombudsman (OPO)
  - Canadian International Trade Tribunal (CITT)
- (c) Suppliers should note that there are **strict deadlines** for filing complaints, and the time periods vary depending on the complaint body in question. Suppliers should therefore act quickly when they want to challenge any aspect of the procurement process.

## **SI13 CONSTRUCTION DOCUMENTS**

The successful Contractor will be provided **with 1 electronic** of the sealed and signed drawings, the specifications and the amendments upon acceptance of the offer

## **SI13 WEB SITES**

The connection to some of the Web sites in the solicitation documents is established by the use of hyperlinks. The following is a list of the addresses of the Web sites:

Treasury Board Appendix L, Acceptable Bonding Companies  
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-eng.aspx?id=14494&section=text#appl>

Buy and Sell  
<https://www.achatsetventes-buyandsell.gc.ca>

Canadian economic sanctions  
<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=eng>

Contractor Performance Evaluation Report (Form PWGSC-TPSGC 2913)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Bid Bond (form PWGSC-TPSGC 504)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Performance Bond (form PWGSC-TPSGC 505)

[http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505\\_eng.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_eng.pdf)

Labour and Material Payment Bond (form PWGWSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Standard Acquisition Clauses and Conditions (SACC) Manual

<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual/5/R>

PWGSC, Contract Security Program

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-eng.html>

PWGSC, Code of Conduct and Certifications

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-eng.html>

Construction and Consultant Services Contract Administration Forms Real Property Contracting

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-eng.html>

Declaration Form

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-eng.html>

Trade agreements

<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/Policy-and-Legal-Framework/Trade-Agreements>



**R2710T GENERAL INSTRUCTIONS - CONSTRUCTION SERVICES - BID SECURITY REQUIREMENTS (GI) (2021-04-01)**

The following GI's are included by reference and are available at the following Web Site

<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual/5/R/R2710T/23>

- GI01 Integrity Provisions - Bid
- GI02 Completion of Bid
- GI03 Identity or Legal Capacity of the Bidder
- GI04 Applicable Taxes
- GI05 Capital Development and Redevelopment Charges
- GI06 Registry and Pre-qualification of Floating Plant
- GI07 Listing of Subcontractors and Suppliers
- GI08 Bid Security Requirements
- GI09 Submission of Bid
- GI10 Revision of Bid
- GI11 Rejection of Bid
- GI12 Bid Costs
- GI13 Procurement Business Number
- GI14 Compliance with Applicable Laws
  
- GI15 Approval of Alternative Materials
- GI16 Performance Evaluation
- GI17 Conflict of Interest-Unfair Advantage
- GI18 Code of Conduct for Procurement—bid

## CONTRACT DOCUMENTS (CD)

1. The following are the Contract Documents:
  - a. Contract Page when signed by Canada;
  - b. Duly completed Bid and Acceptance Form and any Appendices attached thereto;
  - c. Drawings and Specifications;
  - d. General Conditions and clauses

GC1	General Provisions – Construction Services	R2810D	(2017-11-28);
GC2	Administration of the Contract	R2820D	(2016-01-28);
GC3	Execution and Control of the Work	R2830D	(2019-11-28);
GC4	Protective Measures	R2840D	(2008-05-12);
GC5	Terms of Payment	R2850D	(2019-11-28);
GC6	Delays and Changes in the Work	R2860D	(2019-05-30);
GC7	Default, Suspension or Termination of Contract	R2870D	(2018-06-21);
GC8	Dispute Resolution	R2880D	(2019-11-28);
GC9	Contract Security	R2890D	(2018-06-21);
GC10	Insurance	R2900D	(2008-05-12);
	Allowable Costs for Contract Changes Under GC6.4.1	R2950D	(2015-02-25);
  - e. Supplementary Conditions
  - f. Any amendment issued or any allowable bid revision received before the date and time set for solicitation closing;
  - g. Any amendment incorporated by mutual agreement between Canada and the Contractor before acceptance of the bid; and
  - h. Any amendment or variation of the contract documents that is made in accordance with the General Conditions.
2. The documents identified by title, number and date above are incorporated by reference and are set out in the Standard Acquisition Clauses and Conditions (SACC) Manual, issued by Public Works and Government Services Canada (PWGSC). The SACC Manual is available on the PWGSC Web site:  
<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>
3. The language of the contract documents is the language of the Bid and Acceptance Form submitted.

## **SUPPLEMENTARY CONDITIONS (SC)**

### **SC01 INSURANCE TERMS**

#### **1) Insurance Contracts**

- (a) The Contractor must, at the Contractor's expense, obtain and maintain insurance contracts in accordance with the requirements of the Certificate of Insurance. Coverage must be placed with an Insurer licensed to carry out business in Canada.
- (b) Compliance with the insurance requirements does not release the Contractor from or reduce its liability under the Contract. The Contractor is responsible for deciding if additional insurance coverage is necessary to fulfill its obligation under the Contract and to ensure compliance with any applicable law. Any additional insurance coverage is at the Contractor's expense, and for its own benefit and protection.

#### **2) Period of Insurance**

- (a) The policies required in the Certificate of Insurance must be in force from the date of contract award and be maintained throughout the duration of the Contract.
- (b) The Contractor must be responsible to provide and maintain coverage for Products/Completed Operations hazards on its Commercial General Liability insurance policy, for a period of six (6) years beyond the date of the Certificate of Substantial Performance.

#### **3) Proof of Insurance**

- (a) Before commencement of the Work, and no later than thirty (30) days after contract award, the Contractor must deposit with Canada a Certificate of Insurance on the form attached herein.
- (b) Upon request by Canada, the Contractor must provide originals or certified true copies of all contracts of insurance maintained by the Contractor pursuant to the Certificate of Insurance.

#### **4) Insurance Proceeds**

In the event of a claim, the Contractor must, without delay, do such things and execute such documents as are necessary to effect payment of the proceeds.

#### **5) Deductible**

The payment of monies up to the deductible amount made in satisfaction of a claim must be borne by the Contractor.

### **SC02 COMPLIANCE WITH ON-SITE MEASURES, STANDING ORDERS, POLICIES, AND RULES**

The Contractor must comply and ensure that its employees and subcontractors comply with all security measures, standing orders, policies or other rules in force at the site where the Work is performed.

### **SC03 TYPES AND AMOUNTS OF CONTRACT SECURITY**

Remove and Replace GC9.2.2. with the following

A performance bond (form PWGSC-TPSGC 505) and a labour and material payment bond (form PWGSC-TPSGC 506) referred to in subparagraph 1)(a) of GC9.2 shall be in a form and be issued by a bonding or surety company (see Treasury Board Appendix L, Acceptable Bonding Companies) that is approved by Canada. They can be in the form of Signed and Sealed paper version OR electronic digital version.

Electronic digital versions must meet the following;

1. A performance bond and a labour and material payment bond may be submitted in an electronic or digital format if it meets the following criteria:
  - 1.1. The versions submitted by the Contractor must be verifiable by Canada with respect to the totality and wholeness of the bonds form, including: the content; all digital signatures; all digital seals; with the Surety Company, or an approved verification service provider of the Surety Company.
  - 1.2. The versions submitted must be viewable, printable and storable in standard electronic file formats compatible with Canada, and in a single file. Allowable formats include pdf.
  - 1.3. The verification may be conducted by Canada immediately or at any time during the life of the bonds and at the discretion of Canada with no requirement for passwords or fees.
  - 1.4. The results of the verification must provide a clear, immediate and printable indication of pass or fail regarding Item 1.1.
2. Bonds failing the verification process will NOT be considered to be valid.

**BID AND ACCEPTANCE FORM (BA)****BA01 IDENTIFICATION**

REFLOATING, REMOVAL AND DISMANTLING OF THE DR. RODGERS BARGE WRECK AND REMOVAL OF THE WABIS II TUGBOAT  
OTTAWA RIVER

**BA02 LEGAL NAME AND ADDRESS OF BIDDER**

Legal Name:					
Operating Name (if any):					
Address:					
Telephone:		Fax:		PBN:	
E-mail address:					
Contract Security Program Organisation Number (when required)					

**BA03 THE OFFER**

The Bidder offers to Canada to perform and complete the Work for the above named project in accordance with the Bid Documents for the Total Bid Amount of

\$ \_\_\_\_\_ excluding Applicable Tax(s).  
(amount in numbers)

- Canada reserves the right to request from bidders a breakdown of the lump sum amount, as indicated in the items at Annex B, prior to contract award.
- The Bidder must, within forty-eight (48) hours of receipt of a written notice, submit a completed Annex D. Failure to comply with this requirement may result in the bid being rejected.

**BA04 BID VALIDITY PERIOD**

The bid must not be withdrawn for a period of 60 days following the date of solicitation closing.

**BA05 ACCEPTANCE AND CONTRACT**

Upon acceptance of the Bidder's offer by Canada, a binding Contract will be formed between Canada and the Bidder. The documents forming the Contract will be the Contract Documents identified in "Contract Documents (CD)" section.

**BA06 CONSTRUCTION TIME**

The Contractor must perform and complete the Work within 14 weeks from the date of notification of acceptance of the offer.

**BA07 BID SECURITY**

The Bidder must enclose bid security with its bid in accordance with GI08 - Bid Security Requirements of R2710T - General Instructions - Construction Services - Bid Security Requirements.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EE517-222145/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur  
QCM040

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EE517-222145

File No. - N° du dossier  
QCM-1-44168

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
R.109077.001

---

**BA08 SIGNATURE**

Name and title of person authorized to sign on behalf of Bidder (Type or print)

Signature

Date

**APPENDIX 1 - CERTIFICATE OF INSURANCE**  
(Not required at solicitation closing)**CERTIFICATE OF INSURANCE**

Page 1 of 2

Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
CanadaPublic Works and  
Government Services  
Canada

Description and Location of Work					Contract No. EE517-222145/A	
REFLOATING, REMOVAL AND DISMANTLING OF THE DR. RODGERS BARGE WRECK AND REMOVAL OF THE WABIS II TUGBOAT OTTAWA RIVER					Project No. R.109077.001	
Name of Insurer, Broker or Agent		Address (No., Street)		City	Province	Postal Code
Name of Insured (Contractor)		Address (No., Street)		City	Province	Postal Code
Additional Insured						
<i>Her Majesty the Queen in Right of Canada as represented by the Minister of Public Works and Government Services</i>						
Type of Insurance	Insurer Name and Policy Number	Inception Date D / M / Y	Expiry Date D / M / Y	Limits of Liability		
<b>Commercial General Liability</b>  <b>Umbrella/Excess Liability</b>				Per Occurrence	Annual General Aggregate	Completed Operations Aggregate
				\$	\$	\$
<b>Builder's Risk / Installation Floater</b>				\$		
I certify that the above policies were issued by insurers in the course of their Insurance business in Canada, are currently in force and include the applicable insurance coverage's stated on page 2 of this Certificate of Insurance, including advance notice of cancellation / reduction in coverage.						
<div></div>				<div></div>		
Name of person authorized to sign on behalf of Insurer(s) (Officer, Agent, Broker)				Telephone number		
<div></div>				<div></div>		
Signature				Date D / M / Y		

CERTIFICATE OF INSURANCE Page 2 of 2

**General**

The insurance policies required on page 1 of the Certificate of Insurance must be in force and must include the insurance coverage listed under the corresponding type of insurance on this page.

The policies must insure the Contractor and must include Her Majesty the Queen in Right of Canada as represented by the Minister of Public Works and Government Services as an additional Insured.

The Policy shall be endorsed to provide the Owner with not less than 30 days' notice in writing in advance of any cancellation or change or amendment restricting coverage.

**Without increasing the limit of liability, the policies must protect all insured parties to the full extent of coverage provided. Further, the policies must apply to each Insured in the same manner and to the same extent as if a separate policy had been issued to each.**

#### **Commercial General Liability**

The insurance coverage provided must not be substantially less than that provided by the latest edition of IBC Form 2100.

The policy must either include or be endorsed to include coverage for the following exposures or hazards if the Work is subject thereto:

- (a) Blasting.
- (b) Pile driving and caisson work.
- (c) Underpinning.
- (d) Removal or weakening of support of any structure or land whether such support be natural or otherwise if the work is performed by the insured contractor.

The policy must have the following minimum limits:

- (a) **\$5,000,000** Each Occurrence Limit;
- (b) **\$10,000,000** General Aggregate Limit per policy year if the policy contains a General Aggregate; and
- (c) **\$5,000,000** Products/Completed Operations Aggregate Limit.

Umbrella or excess liability insurance may be used to achieve the required limits.

#### **Builder's Risk / Installation Floater**

The insurance coverage provided must not be less than that provided by the latest edition of IBC Forms 4042 and 4047.

The policy must permit use and occupancy of any of the projects, or any part thereof, where such use and occupancy is for the purposes for which a project is intended upon completion.

The policy may exclude or be endorsed to exclude coverage for loss or damage caused by asbestos, fungi or spores, cyber and terrorism.

The policy must have a limit that is not less than the sum of the contract value plus the declared value (if any) set forth in the contract documents of all material and equipment supplied by Canada at the site of the project to be incorporated into and form part of the finished Work. If the value of the Work is changed, the policy must be changed to reflect the revised contract value.

The policy must provide that the proceeds thereof are payable to Canada or as Canada may direct in accordance with GC10.2, "Insurance Proceeds" (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual/5/R/R2900D/2>).



## APPENDIX 2 – INTEGRITY PROVISIONS

(Text copied from the Ineligibility and Suspension Policy <http://www.tpsqc-pwqsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html> dated 2016-04-04)

**List of names:** All Bidders, regardless of their status under the Policy, must submit the following information when participating in a procurement process or real property transaction:

- Bidders that are corporate entities, including those bidding as joint ventures, must provide a complete list of the names of all current directors or, for a privately owned corporation, the names of the owners of the corporation;
- Bidders Bidding as sole proprietors, including sole proprietors bidding as joint ventures, must provide a complete list of the names of all owners; or
- Bidders that are a partnership do not need to provide a list of names.

If the list of names has not been received in a procurement process or real property transaction by the time the evaluation of Bids or Offers is completed, or has not been received in a procurement process or real property transaction where no Bid/Offer will be submitted, the Contracting Authority will inform the Bidder of a time within which to provide the information. Providing the required names is a mandatory requirement for award of a contract or real property agreement. Failure to provide the list of names within the time specified will render a Bid or Offer non-responsive, or the Bidder otherwise disqualified for award of a contract or real property agreement.


### **APPENDIX 3 - VOLUNTARY CERTIFICATION TO SUPPORT THE USE OF APPRENTICES** (page 1 of 2)

#### **PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA APPRENTICE PROCUREMENT INITIATIVE**

1. To encourage employers to participate in apprenticeship training, Bidders, bidding on construction and maintenance contracts by Public Works and Government Services Canada (PWGSC) are being asked to sign a voluntary certification, signaling their commitment to hire and train apprentices.
2. Canada is facing skills shortages across various sectors and regions, especially in the skilled trades. Equipping Canadians with skills and training is a shared responsibility. The Government of Canada made a commitment to support the use of apprentices in federal construction and maintenance contracts. Contractors have an important role in supporting apprentices through hiring and training and are encouraged to certify that they are providing opportunities to apprentices as part of doing business with the Government of Canada.
3. The Government of Canada is encouraging apprenticeships and careers in the skilled trades. In addition, the government offers a tax credit to employers to encourage them to hire apprentices. Information on this tax measure administered by the Canada Revenue Agency can be found at: [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca). Employers are also encouraged to find out what additional information and supports are available from their respective provincial or territorial jurisdiction.
4. Signed certifications on page 2 of 2 will be used to better understand contractor use of apprentices on Government of Canada maintenance and construction contracts and may inform future policy and program development.
5. The Contractor hereby certifies the following:

In order to help meet demand for skilled trades people, the Contractor agrees to use, and require its subcontractors to use, reasonable commercial efforts to hire and train registered apprentices, to strive to fully utilize allowable apprenticeship ratios \* and to respect any hiring requirements prescribed by provincial or territorial statutes

The Contractor hereby consents to this information being collected and held by PWGSC, and Employment and Social Development Canada to support work to gather data on the hiring and training of apprentices in federal construction and maintenance contracts.

To support this initiative, a voluntary certification signaling the Contractor's commitment to hire and train apprentices is available at page 2 of 2.

If you accept fill out and sign page 2 of 2.

*\* The journeyman-apprentice ratio is defined as the number of qualified/certified journeymen that an employer must employ in a designated trade or occupation in order to be eligible to register an apprentice as determined by provincial/territorial (P/T) legislation, regulation, policy directive or by law issued by the responsible authority or agency.*

### **VOLUNTARY CERTIFICATION**

(To be filled out and returned with bid on a voluntary basis)

(page 2 of 2)

*Note: The contractor will be asked to fill out a report every six months or at project completion as per sample "Voluntary Reports for Apprentices Employed during the Contract" provided at Annex [C](#)*

Name:	
Signature:	
Company Name:	
Company Legal Name:	
Solicitation Number:	
Number of company employees:	
Number of apprentices planned to be working on this contract:	

Trades of those apprentices:


#### APPENDIX 4 - COVID-19 VACCINATION REQUIREMENT CERTIFICATION

I, \_\_\_\_\_ (first and last name), as the representative of  
\_\_\_\_\_ (name of business) pursuant to  
\_\_\_\_\_ (insert solicitation number), warrant and certify that all personnel that  
\_\_\_\_\_ (name of business) will provide on this Contract who access federal  
government workplaces within Canada where they may come into contact with public servants will be:

- (a) fully vaccinated against COVID-19;
  - (b) for personnel that are unable to be vaccinated due to a certified medical contraindication, religion or other prohibited grounds of discrimination under the *Canadian Human Rights Act*, subject to accommodation and mitigation measures that have been presented to and approved by Canada; or
  - (c) partially vaccinated against COVID-19 for a period of up to 10 weeks from the date of their first dose and subject to temporary measures that have been presented to and approved by Canada, immediately after which period the personnel will meet the conditions of (a) or (b) or will no longer access federal government workplaces where they may come into contact with public servants under this Contract;
- until such time that Canada indicates that the mandatory vaccination requirements of the Mandatory Vaccination Policy for Supplier Personnel are no longer in effect.

I certify that all personnel provided by \_\_\_\_\_ (name of business) have been notified of the vaccination requirements of the Government of Canada's COVID-19 Vaccination Policy for Supplier Personnel, and that the \_\_\_\_\_ (name of business) has certified to their compliance with this requirement.

I certify that the information provided is true as of the date indicated below and will continue to be true for the duration of the Contract. I understand that the certifications provided to Canada are subject to verification at all times. I also understand that Canada will declare a contractor in default, if a certification is found to be untrue, whether made knowingly or unknowingly, during the bid or contract period. Canada reserves the right to ask for additional information to verify the certifications. Failure to comply with any request or requirement imposed by Canada will constitute a default under the Contract.

Signature: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

#### Optional

For data purposes only, initial below if your business already has its own mandatory vaccination policy or requirements for employees in place. Initialing below is not a substitute for completing the mandatory certification above.

Initials: \_\_\_\_\_

Information you provide on this Certification Form and in accordance with the Government of Canada's COVID-19 Vaccination Policy for Supplier Personnel will be protected, used, stored and disclosed in accordance with the Privacy Act. Please note that you have a right to access and correct any information on your file, and you have a right to file a complaint with the Office of the Privacy Commissioner regarding the handling of your personal information. These rights also apply to all individuals who are deemed to be personnel for the purpose for the Contract and who require access to federal government workplaces where they may come into contact with public servants.

## **APPENDIX 5 -CERTIFICATION - SET-ASIDE PROGRAM FOR ABORIGINAL BUSINESS (REQUIRED AT SOLICITATION CLOSING)**

### **1. Set-aside Program for Aboriginal Business**

This procurement is conditionally set aside under the federal government Procurement Strategy for Aboriginal Business (PSAB). If the below certification is not provided by the Bidder, the bid will be evaluated as being from a non-Aboriginal business. For more information on Aboriginal business requirements of the Set-aside Program for Aboriginal Business, see Annex 9.4, Supply Manual.

**a) The Bidder:**

- i. certifies that it meets, and will continue to meet throughout the duration of any resulting contract, the requirements described in the above-mentioned annex;
- ii. agrees that any subcontractor it engages under any resulting contract must satisfy the requirements described in the above-mentioned annex; and
- iii. agrees to provide to Canada, immediately upon request, evidence supporting any subcontractor's compliance with the requirements described in the above-mentioned annex.

**b) The Bidder must check the applicable box below:**

☐ The Bidder is an Aboriginal business that is a sole proprietorship, band, limited company, co-operative, partnership or not-for-profit organization.

**OR**

☐ The Bidder is either a joint venture consisting of two or more Aboriginal businesses or a joint venture between an Aboriginal business and a non-Aboriginal business.

**c) The Bidder must check the applicable box below:**

☐ The Aboriginal business has fewer than six full-time employees.

**OR**

☐ The Aboriginal business has six or more full-time employees.

**d) The Bidder must, upon request by Canada, provide all information and evidence supporting this certification. The Bidder must ensure that this evidence will be available for audit during normal business hours by a representative of Canada, who may make copies and take extracts from the evidence. The Bidder must provide all reasonably required facilities for any audits.**

**e) By submitting a bid, the Bidder certifies that the information submitted by the Bidder in response to the above requirements is accurate and complete.**

Date : \_\_\_\_\_ Place: \_\_\_\_\_

Name and Title (Duly authorized representative of business): \_\_\_\_\_

For: (Name of Business):

Signature: \_\_\_\_\_

**ANNEX A - VOLUNTARY REPORT FOR APPRENTICES EMPLOYED DURING THE CONTRACT**  
**(Sample)**

*(This report is not required at bid deposit)*

The Contractor should compile and maintain records on the number of apprentices and their trade that were hired to work on the contract.

The Contractor should provide this data in accordance with the format below. If no apprentices were hired during the contract period, the Contractor should still provide a "nil" report.

The data should be submitted to the Contracting Authority either six months after contract award or at the end of the contract, whichever comes first.

Number of apprentices hired	Trade

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EE517-222145/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur  
QCM040

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EE517-222145

File No. - N° du dossier  
QCM-1-44168

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
R.109077.001

---

## **ANNEXE B – SCHEDULE OF LUMP SUMS**